



7 octobre 2011

## ÉLECTIONS EN ONTARIO : LE SCRUTIN TERMINÉ, LE VÉRITABLE TRAVAIL COMMENCE

### Faits saillants

- C'est pratiquement le statu quo en Ontario à la suite de l'élection tenue hier.
- La récente révision à la baisse des prévisions de croissance économique de la province pourrait se traduire par une certaine baisse des recettes budgétaires.
- Compte tenu des promesses électorales et des obstacles liés aux procédures auxquels est confronté un gouvernement minoritaire, il sera plus difficile que jamais de respecter le plan financier de la province.

Le dépouillement des bulletins de vote est maintenant terminé : les Ontariens ont élu un troisième gouvernement libéral d'affilée. Le parti a surmonté un premier défi, sa réélection, mais la tâche à laquelle il doit maintenant s'atteler, soit s'attaquer au déficit considérable et au fardeau de la dette en rapide augmentation dans un contexte économique difficile, s'annonce encore plus laborieuse. Étant donné la marge de manœuvre limitée dont dispose le Parti libéral, ses promesses électorales étaient d'envergure plutôt modeste. La tâche sera toutefois rendue plus difficile en raison de la révision à la baisse des perspectives de croissance depuis la publication, par le gouvernement actuel, de sa plateforme électorale et de son budget 2011. De plus, la situation minoritaire du gouvernement nouvellement élu pourrait exacerber les difficultés liées à la maîtrise du déficit.

Malgré ces éléments d'incertitude, les marchés financiers ont peu réagi aux résultats de l'élection. Les sondages d'opinion menés au cours des dernières semaines avaient préparé les investisseurs à l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire. De nombreuses autres sources de distraction occupent par ailleurs les marchés financiers à l'heure actuelle. En raison des difficultés financières considérables auxquelles est confrontée la province, l'écart entre le rendement des obligations de l'Ontario et celui des obligations du gouvernement du Canada s'est creusé de quelque 20 points de base jusqu'à maintenant cette année, et se situe actuellement à environ 80 points de base.

### Prévisions de croissance économique à la baisse

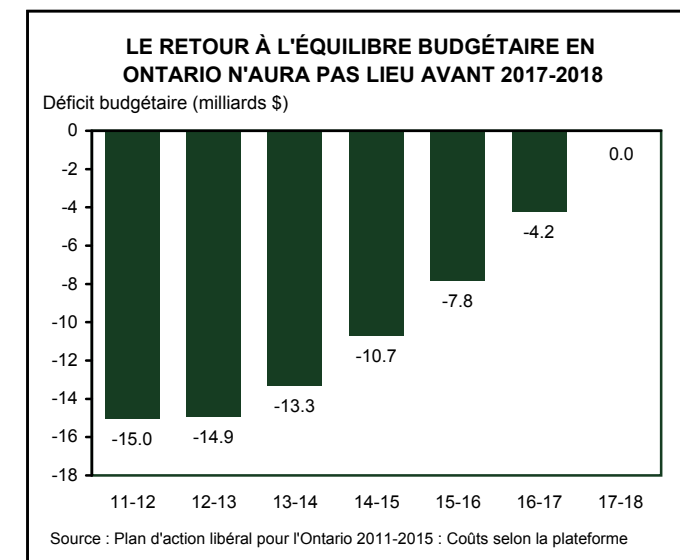
Dans son budget de mars, le gouvernement de l'Ontario a réitéré qu'il visait toujours à éliminer graduellement le déficit de la province (d'environ 16 milliards de dollars pour l'exercice en cours) d'ici l'exercice 2017-2018. Selon les prévisions, le fardeau de la dette de la province devait atteindre le niveau record de 41 % du PIB durant l'exercice 2014-2015 seulement. L'élimination du déficit dans un contexte de croissance modérée exigerait avant tout de ramener la croissance des dépenses au faible taux de 1,5 % par année au cours de la période, ce qui ne constituerait rien de moins que la plus longue période de compressions budgétaires de l'après-guerre.

Depuis mars, les nouvelles ayant trait à la situation budgétaire du gouvernement, plus négatives que positives, laissent entrevoir un contexte encore plus difficile que ce que prévoyait le budget de l'an dernier. Depuis le début de la turbulence dans le secteur financier mondial, en août, les prévisionnistes du secteur privé revoient à la baisse leurs perspectives de croissance à moyen terme pour l'Ontario. Nos prévisions révisées, comparées à celles du budget 2011 ainsi qu'à celles de la plateforme du Parti libéral, se trouvent à la page suivante. Pour 2012, les Services économiques TD s'attendent à ce que le PIB nominal soit de 2 points de pourcentage inférieur aux prévisions formulées dans ces deux documents. En calculant de façon approximative qu'une baisse de 1 point de pourcentage du PIB nominal entraîne une diminution de revenu d'environ 750 millions de dollars, la réduction cumulative du PIB nominal amputera le revenu de la province d'environ 2 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Par ailleurs, des taux d'intérêt plus bas que prévu compenseront en partie la situation en réduisant les coûts liés au service de la dette. En outre, la publication des Comptes publics 2010-2011 a permis de constater que les dépenses ont été inférieures de 2,4 milliards de dollars aux prévisions. Il est fort probable que l'incidence de ce rajustement à la baisse se fasse également sentir au cours des prochaines années.

### Nouvelles initiatives totalisant 1,5 milliard de dollars en dépenses annuelles

Le gouvernement cherchera également à réaliser ses promesses électorales. La plateforme libérale prévoit des dépenses d'environ 1,5 milliard de dollars par année d'ici la fin de son mandat de quatre ans. Parmi les principaux engagements, mentionnons :



- des bourses de scolarité de 30 % pour les études post-secondaires;
- la création de 60 000 places supplémentaires sur cinq ans dans les collèges et les universités;
- l'instauration de la maternelle à temps plein pour tous les enfants d'ici 2014;
- des investissements de 35 milliards de dollars sur trois ans pour des engagements liés aux infrastructures.

Ces promesses sont relativement modestes par rapport à ce à quoi nous avons été habitués par le passé. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement devra trouver la marge de manœuvre nécessaire pour les réaliser.

### La situation minoritaire du gouvernement rendra la tâche plus ardue

Un autre défi tient au fait que le gouvernement se retrouve en situation minoritaire. Le premier ministre et son cabinet devront élaborer une stratégie en vue de faire approuver par l'Assemblée législative le plan financier du gouvernement, processus plus ardu dans un contexte de gouvernement minoritaire. Dans ce scénario, les calculs politiques joueront un rôle beaucoup plus important dans la prise de décisions en matière de politiques économiques et budgétaires. À titre informatif, les promesses électorales détaillées des trois partis se trouvent en annexe à la fin de la version en anglais.

### En conclusion

L'élection maintenant chose du passé, le gouvernement devra poursuivre ses efforts visant à réduire son déficit,

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES DE PLANIFICATION – ONTARIO				
Annuelles, variation en %				
	2011	2012	2013	2014
<b>Croiss. du PIB réel</b>				
Budget 2011	2.4	2.7	2.7	2.6
Plateforme libérale 2011	2.4	2.7	2.7	2.6
Serv. économiques TD <sup>^</sup>	2.3	2.1	2.7	2.5
<b>Croiss. du PIB nominal</b>				
Budget 2011	4.6	5.1	4.8	4.6
Plateforme libérale 2011	5.5	4.7	4.9	4.6
Serv. économiques TD <sup>^</sup>	4.9	3.2	4.3	4.4

<sup>^</sup> En septembre 2011.  
Sources : Min. des Finances de l'Ont.; plateforme libérale 2011; Serv. écon. TD

une tâche possiblement encore plus difficile dans le contexte actuel qu'au moment de la présentation du budget, au printemps. Une étape importante avant le dépôt du prochain budget sera la publication du rapport de la commission Drummond, qui fournira des recommandations sur les façons d'accroître l'efficacité de la prestation des services publics en Ontario.

*Derek Burleton, vice-président et  
économiste en chef adjoint  
416-982-2514*

*Sonya Gulati, économiste  
416-982-8063*

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD à l'intention des clients du Groupe Banque TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.